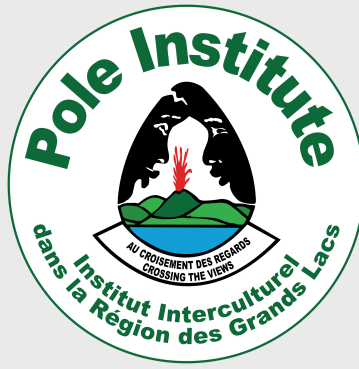




WEEKLY NOTE

NOTE DE CONJOCTURE

Les enjeux de la visite du président Tshisekedi en Israël

ANNÉE 2026

Première semaine
Septembre 2026

Les enjeux de la visite du président Tshisekedi en Israël

En ce début du mois de septembre 2026, le président Félix Tshisekedi a effectué une visite en Israël où il a rencontré des hauts dignitaires dont Benjamin Netanyahu le premier ministre Israélien. Cette visite intervient dans un contexte politique et sécuritaire tendu en RDC. D'une part, le président Félix Tshisekedi continue à faire face à la rébellion de l'AFC/M23 qui contrôle des pans territoriaux importants à l'est de la RDC avec l'aide du Rwanda face à qui les FARDC peinent à avoir un avantage militaire sur le terrain. D'autre part, le président cherche aussi à reprendre la main sur le plan politique avec un dialogue national annoncé mais rejeté par une bonne partie de l'opposition politique et de la société civile.

C'est donc dans une logique de recherche d'alliés dont l'appui peut potentiellement étendre sa marge de manœuvre pendant cette période tendue que le président Tshisekedi a effectué cette visite. Il existe en plus des potentiels pour des partenariats qui peuvent être initiés entre la RDC et Israël que ce soit en termes économique, diplomatique et sécuritaire. Dans cette note nous décortiquons ces potentiels partenariats, les gains y associés et un possible risque associé à ce rapprochement avec Israël.

Gains pour le président Tshisekedi

Face aux tensions politiques internes exacerbées par la volonté de changement constitutionnel dans un contexte de crise sécuritaire grave, le président Félix Tshisekedi cherche une voie de sortie. Bien qu'Israël soit connu comme étant très proche du Rwanda considéré comme pays agresseur de la RDC, le président Tshisekedi a forcément pensé qu'un rapprochement avec Israël pourrait également lui être bénéfique. C'est notamment un moyen de se rapprocher encore beaucoup plus de l'administration Trump. Il fait un temps que le terrain militaire s'enlise et on va dans une situation où l'occupation et l'établissement de l'administration parallèle par l'AFC/M23 devient dangereusement une situation de fait, accepté par les partenaires internationaux qui ne pressent plus les rebelles à se retirer des zones occupées. On peut donc voir ce rapprochement avec Israël comme un moyen d'atteindre plus facilement les réseaux américains traditionnellement proches d'Israël. Avec le temps, le dossier congolais est devenu très secondaire en termes des priorités américaines au vu des sujets beaucoup plus importants comme le dossier iranien ou ukrainien. Se rapprocher d'Israël devient donc un moyen de se rapprocher aussi des Américains pour éveiller leur intérêt dans le dossier congolais.

L'implication de l'administration Trump est aussi importante pour le pouvoir de Kinshasa dans un contexte politique national fragmenté avec le rejet du dialogue proposé par le président Tshisekedi à l'opposition politique. Bien que les Américains ne se soient pas encore prononcés très clairement sur la question du changement de la constitution, et que ce silence soit interprété comme un appui implicite à cette démarche, on peut comprendre que le président Tshisekedi recherche un soutien explicite des Américains dans cette démarche également. Le rapprochement avec Israël pourrait permettre un accès privilégié aux cercles rapprochés du président Trump, ce qui serait crucial pour la réussite de ce projet contesté de changement constitutionnel.

L'autre facteur pouvant faire objet de coopération entre Israël et la RDC est dans le domaine sécuritaire notamment dans la cybersécurité. L'expertise d'Israël dans la cybersécurité est mondialement reconnue. Dans le contexte tendu de la RDC, cette expertise peut servir le pouvoir en place en lui proposant des technologies offensives, de surveillance de masse et d'investigation numérique avancée qui répondent précisément aux besoins de sécurité intérieure. Avec la montée en puissance du département de la cyberdéfense dans l'architecture des renseignements en RDC, on peut comprendre la volonté de Kinshasa d'acquérir l'expertise Israélienne dans ce domaine. Créé en 2023 et directement rattaché à la présidence, le Conseil National de la Cyberdéfense (CNC) est devenu un pilier majeur récent dans la traque et la surveillance des opposants politiques en RDC. En outre, avec l'insuccès militaire face à l'AFC/M23 et au Rwanda, la RDC peut entrevoir un partenariat sécuritaire avec Israël qui permet de bénéficier d'un réseau de renseignement efficace pour anticiper et contrer des potentielles menaces surtout lorsqu'on considère l'intensification de l'utilisation des drones dans la guerre contre l'AFC/M23.

Gains pour Israël

Bien que ce soit le président Tshisekedi qui ait fait le déplacement en Israël, démontrant ainsi son besoin de ce rapprochement, il existe aussi des intérêts israéliens en cas de collaboration réussie avec la RDC. Le premier est évidemment l'exportation de sa technologie de pointe qui lui permet de s'échapper de son isolement diplomatique. La diplomatie technologique (*Tech Diplomacy en anglais*) repose justement sur l'exportation et le partage des technologies de pointe comme levier d'influence. En effet, la réputation de l'Etat d'Israël a pris un sacré coup depuis l'invasion et la destruction de bande de Gaza amenant même certains acteurs internationaux majeurs de qualifier de génocide les actes que posent Israël en Palestine. Le premier ministre Benjamin Netanyahu a même écopé d'un mandat d'arrêt international par la Cour Pénale Internationale (CPI) en étant accusé d'être responsable des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, de meurtres, de persécutions et d'autres actes inhumains. Tout cela n'a fait que ternir l'image de l'Etat hébreux et de ses dirigeants sur le plan international.

On voit aussi l'isolement de l'Etat hébreux à travers différents votes au niveau de l'assemblée générale des Nations Unies où les votes contre Israël sont considérés comme des votes de moralité contre un Etat voyou. Dans ce contexte, le moindre allié compte pour Israël, son image et sa notoriété. Un rapprochement avec le pouvoir de Tshisekedi ne peut que leur être bénéfique dans le but de redorer leur blason sur le plan international.

Comme toutes les autres puissances technologiques, Israël a aussi besoin d'accéder aux matières premières critiques utilisées dans la technologie de pointe. La RDC s'étant déjà positionné comme *pays solution* et utilisant les minerais stratégiques dont elle regorge comme levier d'influence internationale depuis la crise sécuritaire à l'est du pays, on comprend que le même schéma d'accès préférentiel aux minerais critiques congolais en échange d'un soutien contre le Rwanda et l'AFC/M23 soit mis à la table des négociations. Israël qui traditionnellement est une puissance technologique ne peut qu'être intéressé par une perspective d'accès aux matières premières critiques utiles à la technologie de pointe et à la transition énergétique.

Un rapprochement risqué avec Israël ?

Bien que des partenariats mutuellement bénéfiques soient envisageables entre la RDC et Israël, ce rapprochement comporte un danger et un risque de non-efficacité pour deux raisons. Premièrement, ce rapprochement met en mal le narratif diplomatique sur lequel la RDC a travaillé depuis longtemps et par lequel certains gains ont été obtenus. C'est notamment la Résolution 2773 du Conseil de sécurité de l'ONU adopté à l'unanimité et exigeant le retrait des troupes rwandaises du territoire congolais. En effet, la condamnation du Rwanda a été appuyée par d'autres pays sur la base des principes du respect du droit international où le Rwanda s'est rendu coupable du crime d'agression en violant de l'intégrité territoriale de la RDC. Curieusement, l'alignement avec Israël vient doucher ces efforts en montrant en fait que la RDC ne croit pas non plus au droit international mais au pouvoir de la force.

A ce stade où Israël apparaît presque comme un paria dans la communauté internationale à cause de l'agression de la Palestine, on peut raisonnablement se poser la question de savoir pourquoi un autre pays se disant agressé s'alignerait avec Israël, pays ayant probablement le plus violé la souveraineté des autres pays au cours des dernières années. Le rapprochement avec Israël vient aussi avec une provocation de la part du président Tshisekedi qui a dans la foulée annoncé le transfert de l'ambassade de la RDC de Tel-Aviv à Jérusalem. A titre de rappel, Israël avait annexé Jérusalem-Est lors de sa conquête de la Cisjordanie en 1967. Bien qu'Israël considère toute la ville de Jérusalem comme sa capitale, cette reconnaissance est rejetée par l'ONU. En bafouant ces principes fondamentaux du droit international, la RDC pourrait perdre son capital sympathie face à l'agression rwandaise et se mettre à dos une partie importante des pays Africains et Arabes.

Deuxièmement, Israël possède des relations solides avec le Rwanda. Dans un contexte de confrontation sécuritaire avec le Rwanda, on peut se poser des questions sur l'efficacité du partenariat sécuritaire annoncé avec Israël. En effet, le Rwanda jouit déjà d'un partenariat sécuritaire et militaire solide avec l'Etat hébreux. Par exemple, l'arsenal militaire rwandais intègre des matériels et des technologies de défense de fabrication israélienne ; les deux armées collaborent à travers des formations conjointes et le partage de connaissances tactiques et enfin leur partenariat inclut les domaines clés comme la cybersécurité et l'innovation technologique. En approvisionnant les mêmes services des deux côtés du conflit, Israël pourrait devenir un acteur majeur du conflit à l'est de la RDC en s'essayant à un équilibre assez complexe, et, à notre avis, difficile. D'une part, on a les relations axés sur les intérêts économiques avec la RDC et, d'autre part, une relation plutôt émotionnelle basée sur la mémoire du génocide, la victimisation et le narratif des préservations des minorités. Le risque est que la coopération avec Israël serve moins dans la crise sécuritaire à l'Est, mais plus dans le contrôle et la surveillance des opposants politiques à travers des technologies de pointe ce qui pourrait renforcer un pouvoir devenant de plus en plus autoritaire.

Conclusion

Bien qu'Israël soit connu comme allié du Rwanda qui est en conflit direct avec la RDC, il existe bien des canaux pour un partenariat bénéfique entre la RDC et Israël. A l'ère d'alliés multiples, la RDC peut bien tirer son épingle de jeu surtout qu'elle a tant à offrir. Entre la fourniture de la

technologie de pointe dans la cyberdéfense et le rapprochement plus fort avec l'administration Trump, Tshisekedi espère gagner beaucoup de ce partenariat. Cependant, le rapprochement avec Israël ne doit pas venir mettre à terre les autres gains notamment ceux liés au capital sympathie dont bénéficie un pays agressé. En outre, le probable transfert de l'ambassade de la RDC de Tel-Aviv à Jérusalem pourrait contrarier les pays Africains et Arabes très engagés dans la condamnation des crimes de guerre dont Israël est coupable à Gaza. Ce manque de cohérence entant que pays agressé pour des gains de maintien au pouvoir transcendent les seuls agissements du pouvoir en place à Kinshasa mais s'aligne immédiatement sur l'objectif ultime des hommes politiques en Afrique qui est celui de garder le pouvoir le plus longtemps possible, n'en déplaie aux moralistes.